



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,
de la Légalité et de
l'Environnement**

**Arrêté n° 2024 - 153 PC
portant prescriptions complémentaires
à la société VELIO
pour ses installations situées
sur la commune de Port Saint Louis du Rhône**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017-229 A du 02 juillet 2019 délivré à la société VELIO pour l'exploitation d'une plateforme logistique sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône (13230) à l'adresse Zone Logistique Distriport – lot A8 – Route du mat de Ricca dont le siège social est situé au 17 avenue André Roussin – 13016 Marseille 16 ;

Vu l'arrêté n°2021-254 PC du 21 juin 2021 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation de la plateforme logistique VELIO sur le site de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;

Vu le dossier de porter à connaissance présenté par la société VELIO en décembre 2021 relatif aux modifications des conditions d'exploiter de l'entrepôt et complété le 15 avril 2024 ;

Vu l'avis du service départemental d'incendie et de secours en date du 05 janvier 2023 ;

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 03/06/2024 ;

Vu la procédure contradictoire réalisée par courrier du 10 juin 2024 ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaire et technologiques ;

Considérant que le projet de modification ne constitue par une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46 I du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

A R R E T E

Article 1^{er} – Exploitant titulaire de l'autorisation

Les prescriptions de l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2017-229 A du 02 juillet 2019 sont remplacées par les dispositions suivantes :

La société VELIO, dont le siège social est situé au 7 avenue André Roussin – 13016 Marseille 16, est autorisée à exploiter les installations situées Zone Logistique Distriport – lot A8 – Route du mat de Ricca – 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône détaillées dans les articles suivants.

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté ainsi que celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017-229 A du 02 juillet 2019 et de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-254 PC du 21 juin 2021 en tout ce qu'elles ne sont pas modifiées par les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 – Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-254 PC du 21 juin 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique	Régime	Nature des installations et volume d'activité	Volume autorisé
1510-2-b	E	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	Volume maximal de l'entrepôt : 891 528 m ³ Masse maximale de matières combustibles stockées : 100 984 t (1) Cellule A : 5704 t Cellule B : 5248 t Cellule 1 : 8200 t Cellule 2 : 8200 t Cellule 3 : 10 208 t Cellule 4 : 10 208 t Cellule 5 : 10 208 t Cellule 6 : 10 208 t Cellule 7 : 8200 t Cellule 8 : 8200 t Cellule 9 : 8200 t Cellule 10 : 8200 t
1530-1	E	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieure à 20 000 m ³	Aire de containers : 26 934 m ³ soit 12 454 t
1532-2-a	E	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les	Volume du stockage

		<p>produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur à 20 000 m³</p>	<p>extérieur de palettes en bois : 520 m³</p> <p>Aire de containers : 26 934 m³</p> <p>Volume total : 27 454 m³ soit 12 695 t</p>
2662-1	E	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³.</p>	<p>Aire de containers : 26 934 m³ soit 12 454 t</p>
2663-1-a	E	<p>Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 :</p> <p>1. À l'état alvéolaire ou expansé (tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.), le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 2 000 m³.</p>	<p>Aire de containers : 26 934 m³ soit 12 454 t</p>
2663-2-a	E	<p>Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 :</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 10 000 m³.</p>	<p>Aire de containers : 26 934 m³ soit 12 454 t</p>
1185-2-a	DC	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.</p>	<p>900 kg</p>

2925-1	D	Accumulateurs (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	480 kW (10 x 48 kW)
4320-2	D	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t	Cellules 8 : 110 t
4331-3	DC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	Cellules A, 1, 6, 7 et 10 : 49 t (2) Cellule B : 21 t Volume de stockage total : 70 t
4510-2	DC	Stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations : 3. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Cellules A, 1, 6, 7 et 10 : 19 t (2) Cellule B : 22,6 t Volume de stockage total : 41,6 t
1436	NC	Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de).	99 t (2)
1450	NC	Solides inflammables (stockage ou emploi de).	50kg (2)
1630	NC	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessive de)	100 t (2)
2171	NC	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole.	200 m ³
2910-A2	NC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du	1 Chaudière de 0,8 MW

		travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	
4321	NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	490 t (2)
4441	NC	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3.	1,5 t (2)
4511	NC	Stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	90 t (2)
4801	NC	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.	49 t (2)

(1) Activités incluses dans la rubrique 1510 :

- papier, carton ou matériaux combustibles analogues : 126 230 m³ / 100 984 t pouvant être répartis dans l'ensemble des cellules dans les limites autorisées dans chaque cellule ;
- bois secs ou matériaux combustibles analogues : 126 230 m³ / 100 984 t pouvant être répartis dans l'ensemble des cellules dans les limites autorisées dans chaque cellule ;
- polymères : 167 500 m³ / 134 000 t pouvant être répartis dans l'ensemble des cellules dans les limites autorisées dans chaque cellule ;
- pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé : 156 810 m³ / 125 450 t pouvant être répartis dans l'ensemble des cellules dans les limites autorisées dans chaque cellule ;
- pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères dans les autres cas : 156 810 m³ / 125 450 t pouvant être répartis dans l'ensemble des cellules dans les limites autorisées dans chaque cellule.

(2) Il s'agit du volume maximal de produits classés au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement présent dans l'établissement à répartir dans les cinq cellules où ce stockage est autorisé (cellules A, 1, 6, 7 et 10) dans la limite de volume de stockage total autorisé dans chaque cellule décrit à la rubrique 1510.

Article 3 – Dispositions spécifiques pour la défense incendie

A notification du présent arrêté, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs des prescriptions suivantes :

- Le SDIS doit être associé à l'étude sur l'adaptation du sprinklage de la cellule B (afin de porter une attention particulière sur la possibilité de réduire l'impact d'une inflammation du polycarbonate en façade).
- En période d'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, l'exploitant doit prévoir toutes les mesures compensatoires conformes à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et les intégrer au plan de défense incendie prévu à l'article 23 du même arrêté.

- L'accueil et le guidage des secours doit se faire par du personnel qualifié en permanence ainsi qu'en dehors des heures ouvrables.
- L'exploitant doit être en mesure de fournir de l'émulseur sur demande des services d'incendie et de secours en cas de nécessité.
- L'exploitant doit mettre en place une mesure organisationnelle de manière à laisser libre d'accès toutes les places de stationnement situées le long des façades de l'entrepôt afin de faciliter le travail des services de secours.

Article 4

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de MARSEILLE, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux [articles L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Pour les décisions de l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. A ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

Article 5

Le présent arrêté sera notifié à la société VELIO et publié sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6

En application de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023, certaines informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance ont été occultées et sont susceptibles de consultation sur demande écrite.

Article 7

- Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture,
- Monsieur le Maire de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Marseille, le 17 JUL. 2024

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général


Cyrille LE VELY